

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Syrie/Entretien de M.
Jean-Yves Le Drian avec M. Staffan
de Mistura - Argentine/Nomination
de M. Jorge Faurie au poste de
ministre des relations extérieures -
Union européenne/États-Unis -
Lutte contre le terrorisme - Lutte
contre Daech - Turquie/Situation de
M. Depardon -
Russie/Tchéchénie/Situation des
personnes LGBTI - Tunisie/France
(Paris, 30 mai 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Syrie - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Staffan de Mistura (Paris, 30 mai 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, reçoit le 30 mai l'envoyé spécial du secrétaire général des Nations unies, M. Staffan de Mistura.

Ils évoqueront la situation en Syrie, le bilan des dernières sessions des pourparlers menés sous l'égide des Nations unies à Genève et les prochaines étapes des négociations politiques.

Comme l'a rappelé le 30 mai le président de la République, la France considère qu'une transition démocratique est nécessaire pour sortir du conflit. Elle soutient la médiation de M. Staffan de Mistura pour y parvenir dans le cadre de la résolution 2254 du conseil de sécurité. Elle rappelle qu'il est important que les discussions inter-syriennes reprennent au plus vite et que le régime s'y engage de bonne foi.

Dans l'immédiat, la France appelle toutes les parties à respecter la cessation des hostilités et à garantir un accès humanitaire complet, inconditionnel et sans entrave à toutes les populations qui en ont besoin.

Q - Pour Paris, le sort du président Assad doit-il être réglé par le peuple syrien, comme l'affirme Moscou ? Êtes-vous d'accord pour qu'Assad se présente aux élections à la fin d'un processus de transition ?

R - Comme nous l'avons indiqué, M. Jean-Yves Le Drian rencontre aujourd'hui M. Staffan de Mistura pour réaffirmer le soutien de la France aux négociations conduites par les Nations unies à Genève pour parvenir à une solution politique dans le cadre du communiqué de Genève et de la résolution 2254 du conseil de sécurité.

La conviction de la France est qu'il faut une transition démocratique pour résoudre la crise syrienne.

Q - Il existe déjà un processus de paix syrien à Genève entre les représentants du gouvernement de Bachar al-Assad et des groupes d'opposition sous l'égide de l'ONU sous l'observation des acteurs régionaux et internationaux. En quoi est-ce que ce processus n'est pas satisfaisant pour la France ?

R - Nous rappelons le soutien de la France aux efforts de M. Staffan de Mistura, qui sera reçu ce jour par le ministre de l'Europe et des affaires étrangères. Une déclaration à la presse est prévue à l'issue de cet entretien.

2 - Argentine - Nomination de M. Jorge Faurie au poste de ministre des relations extérieures

À l'occasion de sa nomination comme nouveau ministre des relations extérieures d'Argentine, nous adressons nos meilleurs vœux de succès à M. Jorge Faurie.

Ambassadeur d'Argentine en France et ami de la France, M. Jorge Faurie a joué un rôle déterminant dans le développement de notre relation bilatérale.

À cette occasion, nous saluons le travail de sa prédécesseuse, Mme Susana Malcorra, avec laquelle nous avons travaillé étroitement.

La France assure l'Argentine de sa volonté de consolider notre dialogue et notre coopération, tant bilatérale que dans les enceintes multilatérales.

3 - Union européenne - États-Unis

Q - La France adopte une position conciliante vis-à-vis du président Donald Trump quand l'Allemagne adopte un ton extrêmement ferme en accusant la politique des États-Unis d'être contraire aux intérêts de l'Union européenne. Cela ne risque-t-il pas de brouiller le message européen dont Berlin et Paris se veulent le fer de lance ?

R - À l'occasion du sommet de l'OTAN comme du G7, la France et l'Allemagne ont marqué le souhait partagé de relations positives et pragmatiques au sein du partenariat transatlantique.

Comme l'ont rappelé Jean-Yves Le Drian et son homologue Sigmar Gabriel lors de leur conférence de presse conjointe à Berlin le 22 mai, la France et l'Allemagne partagent une unité de vues sur ces sujets.

4 - Lutte contre le terrorisme

Q - Syrie : le président Macron a annoncé hier que Paris et Moscou «partageraient des informations» afin d'être efficace dans la lutte contre le terrorisme. Quel type d'information ? Pouvez-vous nous donner des précisions sur le «groupe de travail franco-russe» qui va être mis en place ? Moscou considère quasiment tous les groupes d'opposition syriens comme terroristes. Comment partager des informations dans ces conditions ?

R - Les services concernés se chargent d'assurer le suivi précis de la visite du président Poutine à Versailles, s'agissant notamment de la question prioritaire et d'intérêt commun de la lutte contre le terrorisme.

5 - Lutte contre Daech

Q - Le Wall Street Journal publie un reportage sur le recours à des forces étrangères par la France pour cibler et tuer des djihadistes français membres de Daech. Pouvez-vous confirmer ces faits ? Et quelle est la position de la France sur les opérations extra-judiciaires afin de lutter contre le terrorisme ?

R - La France est pleinement engagée dans la lutte contre Daech au sein de la coalition et conduit son action dans le respect du droit international.

6 - Turquie - Situation de M. Depardon

Q - Est-ce que l'avocate de M. Depardon ainsi que les agents consulaires français ont eu accès à M. Depardon comme le prévoient les conventions internationales auxquelles la Turquie est partie ?

R - Dans le cadre de la protection consulaire prévue par les conventions de Vienne, notre consulat à Ankara a rendu visite le 27 mai à M. Mathias Depardon.

Ses proches sont informés de ses conditions de détention et de son état de santé.

Notre compatriote est par ailleurs en contact régulier avec son avocate.

7 - Russie - Tchétchénie - Situation des personnes LGBTI

Q - SOS Homophobie annonce que le premier réfugié tchéchène homosexuel est arrivé aujourd'hui en France, avec un visa d'urgence. Pouvez-vous confirmer ? Quel statut va avoir cet homme ? D'autres procédures sont-elles en cours ?

R - Pour des raisons de sécurité et par respect de la vie privée, nous ne communiquons pas sur les situations individuelles.

Nous vous renvoyons aux déclarations faites hier par le président de la République à Versailles, à l'issue de son entretien avec son homologue russe.

8 - Tunisie - France

Q - Quel est l'objet de la visite du ministre à Tunis jeudi ?

R - Nous présenterons cette visite lors du point de presse du 31 mai./.